

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 14/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

RECYCLAGE GRAVATS SERVICES (RDS NORD)

Zac les Vernailles
69830 Saint-Georges-de-Reneins

Références : UDR-SSDAS-23-83-EM
Code AIOT : 0010600886

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2023 dans l'établissement RECYCLAGE GRAVATS SERVICES (RDS NORD) implanté Zac les Vernailles 500 boulevard Napoléon Bullukian 69830 Saint-Georges-de-Reneins. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECYCLAGE GRAVATS SERVICES (RDS NORD)
- Zac les Vernailles 500 boulevard Napoléon Bullukian 69830 Saint-Georges-de-Reneins
- Code AIOT : 0010600886
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RDS Nord exploite un centre de transit et de tri au sein de la ZAC "Les Vernailles" sur la commune de SAINT-GEORGES-DE-RENEINS.

L'exploitation est classée sous le régime ICPE de l'Autorisation pour la rubrique 2791 (broyage de

bois). Elle est également classée sous le régime de l'Enregistrement pour les rubriques 2714 (tri, transit de bois, papiers, cartons, plastiques), 2716 (tri, transit de Déchets Non Dangereux non inertes) et 2794 (broyage de végétaux). Enfin, elle est classée sous le régime de Déclaration pour les rubriques 2713 (tri, transit, stockage de métaux) et 2718 (tri, transit, stockage de déchets dangereux).

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 21/08/2015 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/06/2019.

La dernière visite d'inspection du site a été réalisée le 29/03/2017.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion du risque incendie
- Traçabilité des déchets
- Vérifications périodiques
- Gestion des stockages

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées	Proposition de délais
4	Entreposage des déchets	AP Complémentaire du 12/06/2019, article 8.1.8.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Porter à Connaissance	AP Complémentaire du 13/11/2015, article 1.6.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
7	Emissions dans l'air	AP Complémentaire du 12/06/2019, article 8.7.3	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
14	Plan général des stockages	AP Complémentaire du 13/11/2015, article 7.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
17	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 13/11/2015, article 7.2.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
20	Consignes d'exploitation	AP Complémentaire du 13/11/2015, article 7.5.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
22	Stockage des DEEE - Contractualisation avec un éco-organisme agréé	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R543-200-1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement ICPE	AP Complémentaire du 12/06/2019, article 3	/	Sans objet
2	Procédure d'information préalable	AP Complémentaire du 12/06/2019, article 8.1.8.1	/	Sans objet
3	Procédures d'admission	AP Complémentaire du 12/06/2019, article 8.1.8.2	/	Sans objet
6	Gestion des déchets végétaux	AP Complémentaire du 12/06/2019, article 8.7.2	/	Sans objet
8	Plan des réseaux	AP Complémentaire du 13/11/2015, article 4.2.2	/	Sans objet
9	Isolement avec les milieux	AP Complémentaire du 13/11/2015, article 4.2.4.2	/	Sans objet
10	Entretien et conduite des installations de traitement	AP Complémentaire du 12/11/2015, article 4.3.4	/	Sans objet
11	Valeurs Limites d'Emissions des eaux pluviales	AP Complémentaire du 13/11/2015, article 4.3.10	/	Sans objet
12	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée	AP Complémentaire du 13/11/2015, article 4.3.11	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Registre des déchets entrants et sortants	AP Complémentaire du 13/11/2015, article 5.1.7	/	Sans objet
15	Dispositions constructives du bâtiment - règles d'implantation	AP Complémentaire du 13/11/2015, article 7.2.1.1	/	Sans objet
16	Accessibilité des engins à proximité de l'installation	AP Complémentaire du 13/11/2015, article 7.2.4.2	/	Sans objet
18	Installations électriques	AP Complémentaire du 13/11/2015, article 7.3.1	/	Sans objet
19	Dispositif de rétentions des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 13/11/2015, article 7.4	/	Sans objet
21	Stockage et traitement des métaux	AP Complémentaire du 13/11/2015, article 8.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate que les conditions d'exploitation du site sont globalement satisfaisantes. Les volumes et quantités de déchets stockés et traités respectent les seuils de classement ICPE en vigueur. Les vérifications périodiques et les éléments permettant d'assurer la sécurité du site sont réalisées dans les délais réglementaires demandés. De plus, le traçage et le suivi des déchets est correctement réalisé.

L'Inspection constate également que des travaux et aménagements sont en cours de réalisation sur le site. Ces derniers consistent en la mise en place de blocs bétons coupe-feux. Ces éléments permettront d'améliorer le site dans la gestion du risque incendie et la gestion de ces stockages. Toutefois, l'Inspection constate des pistes d'améliorations et des éléments à corriger sur plusieurs points :

Ces éléments sont demandés, par lettre préfectorale, à l'exploitant :

- Sous 6 mois :
 - réaliser et transmettre le Porter à Connaissance incluant les différents éléments demandés dans le présent rapport et présentant les modifications réalisées.
- Sous 1 mois :
 - garantir le respect des hauteurs limites de stockage pour les cartons ;
 - matérialiser cette hauteur limite ;

- réaliser un plan des stockages actualisé avec les informations demandées dans le présent rapport ;
- stocker uniquement des bennes vides de déchets hors période d'exploitation dans la partie Nord du site ;
- justifier de la disponibilité d'un débit minimal de 120 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures concernant la gestion du risque incendie ;
- compléter les consignes d'exploitation avec les éléments demandés ;
- transmettre le contrat réalisé avec un éco-organisme pour les DEEE ;
- transmettre les éléments démontrant de la réalisation de ces actions (Bordeaux de Suivi de Déchets, plans, photographies, etc.).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/06/2019, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Classement ICPE
<p>Constats : L'Inspection a vérifié le respect du classement ICPE du site et notamment le respect des seuils / quantités / volumes maximaux pouvant être réalisés sur site. Par mail du 25/05/2023, l'exploitant a transmis l'état des stocks daté du 25/05/2023, jour de l'inspection, des produits présents en fin de journée dans l'installation. Rubrique 2791-1 (A) - broyage de bois : seuil fixé à 60 tonnes / jour. L'exploitant indique que ce volume maximal de broyage journalier n'est jamais atteint. Il indique qu'en moyenne le broyage journalier est de 20-30 tonnes / jour.</p> <p>Rubrique 2714-1 (E) - transit, regroupement, tri de déchets non dangereux, papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois : seuil fixé à 1640 m³. L'Inspection constate la présence de déchets liés à la rubrique 2714-1 sur le site. Le volume total de l'ensemble des déchets stockés semble être en dessous du volume maximal de déchets autorisé. Par mail du 25/05/2023, l'exploitant transmet l'état des stocks des déchets présents en fin de journée du 25/05/2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bois B broyé : 270 m³ - Bois B non broyé : 100 m³ - Bois A broyé : 100 m³ - Bois A non broyé : 80 m³ - Carton : 90 m³ - Alvéole déchets : 100 m³ - 2 semis partants soit 160 m³ - Hangar déchets : 90 m³ - Plastiques : 50 m³ - Déchets verts : 30 m³ <p>Au maximum, le volume de déchets stockés pouvant être classé sous la rubrique 2714 est donc de 1070 m³ sur la journée du 25/05/2023. Ce volume reste donc en dessous du volume maximal autorisé.</p> <p>Rubrique 2716-1 (E) - transit, regroupement, tri de déchets non dangereux non inertes : seuil fixé à 1399 m³. L'Inspection constate la présence de déchets liés à la rubrique 2716-1 sur le site. Le volume total de l'ensemble des déchets stockés semble être largement en dessous du volume maximal de déchets autorisé. Par mail du 25/05/2023, l'exploitant transmet l'état des stocks des déchets liés à la rubrique 2716 stockés en fin de journée du 25/05/2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gravats : 160 m³ <p>Ce volume est donc largement en dessous du seuil autorisé.</p> <p>Rubrique 2794 (E) - broyage de déchets végétaux non dangereux : seuil fixé à 60 tonnes / jour. Le constat est similaire à celui réalisé pour la rubrique 2791-1. L'exploitant indique que ce volume maximal de broyage journalier n'est jamais atteint. Il indique qu'en moyenne le broyage journalier est de 20-30 tonnes / jour.</p> <p>Rubrique 2713-2 (D) - transit, regroupement ou préparation de métaux ou déchets de métaux non</p>

dangereux : seuil fixé à 600 m ² .
<p>L'Inspection constate la présence de déchets liés à la rubrique 2713 sur le site. La surface totale de l'ensemble des déchets stockés est en dessous de la surface autorisée (estimation à 500 m²). Par mail du 25/05/2023, l'exploitant transmet l'état des stocks des déchets liés à la rubrique 2713 stockés en fin de journée du 25/05/2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Alvéole de 100 m³ - Ferraille de 20 m² <p>La surface totale des déchets stockés liés à la rubrique 2713 est donc largement inférieure à la surface maximale autorisée.</p> <p>Rubrique 2718-2 (DC) - transit, regroupement ou tri de déchets dangereux : seuil fixé à 0,95 tonnes L'Inspection a constaté la présence d'une benne contenant des batteries. Les seuls déchets dangereux stockés sur site sont liés à ce stockage de batteries. Les quantités stockées restent inférieures au seuil d'Autorisation fixé à 1 tonne. L'exploitant indique que la benne est régulièrement vidée.</p> <p>Rubriques Non-Classées : 1435 (station-service), 2517 (station de transit, regroupement de produits minéraux), 2715 (transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verres), 4734-2 (stockage de produits pétroliers – carburants). Pour l'ensemble de ces rubriques non-classées, les quantités et / ou volumes constatés restent en dessous des seuils de classement ICPE.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Procédure d'information préalable

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/06/2019, article 8.1.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure d'information préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Procédure d'information préalable
<p>Constats : Par mail du 17/05/2023, l'exploitant transmet à l'Inspection une fiche identification déchets. Cette fiche est remplie par le producteur et remis à l'exploitant à la réception des déchets. Elle contient les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coordonnées / identification du producteur du déchet - Coordonnées / identification du client (si différentes du producteur) - Coordonnées / identification du transporteur / collecteur - Quantités et conditionnement du déchet - Typologie du déchet (code déchet, aspect physique, couleur, odeur, origine géographique, etc.) - Si nécessaire : résultats de tests ou analyses <p>L'Inspection indique que ces informations reprennent les éléments attendus dans la procédure d'information préalable définie par l'arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Procédures d'admission

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/06/2019, article 8.1.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Procédures d'admission
<p>Constats : L'exploitant décrit à l'Inspection la procédure d'admission appliquée pour les déchets réceptionnés sur site.</p> <p>Les camions apportant les déchets se présentent à l'accueil du site. En cas d'attente, le site est suffisamment étendu pour que ces derniers ne stationnent pas en dehors. De plus, l'ensemble du site est étanche, les camions ne stationnent donc pas sur des aires non imperméabilisées. A leur entrée sur site, les camions sont pesés puis orientés sur les zones spécifiques liées au déchet transporté. La fiche d'information préalable décrite au point précédent (cf. point de contrôle n°2) est remise à l'exploitant.</p> <p>Ces informations permettent de compléter le registre entrée / sortie des déchets. Un contrôle visuel des déchets est alors réalisé. Après acceptation, les déchets sont ensuite déversés sur site, sur une aire spécifique puis triés et répartis dans les différentes aires de stockage / alvéoles / bennes prévues à cet effet.</p> <p>Concernant les tests liés à la radioactivité, l'ensemble des déchets réceptionnés ont déjà été contrôlés par les producteurs de déchets en amont de leur réception sur site. En cas de doute, un contrôle est réalisé au sein d'une installation partenaire de l'exploitant disposant d'un portail de contrôle radioactivité.</p> <p>En cas de refus de tri (ex : DEEE), les déchets sont stockés à part sur une zone spécifique, regroupés, avant envoi dans des filières de traitement spécifiques.</p> <p>L'Inspection indique que l'ensemble des éléments présentés répondent à la procédure d'admission telle que décrite dans son arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/06/2019, article 8.1.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Entreposage des déchets
<p>Constats : L'Inspection note la présence de différentes aires d'entreposage séparées par typologie de déchets (cartons, plastiques, différents types de métaux, graviers, etc.). L'Inspection note l'absence d'indications (panneaux, marquage, etc.) permettant de repérer les zones de stockage, bien que celles ci soient clairement identifiées.</p> <p>L'Inspection note que la hauteur limite de stockage des déchets est de 6 mètres maximale, notamment pour les déchets liés aux rubriques 2716 (déchets dangereux non inertes) et 2714 (papiers, cartons, plastiques).</p> <p>Concernant les déchets liés à la rubrique 2716, la hauteur limite est respectée.</p> <p>Concernant les déchets liés à la rubrique 2714 (stockage des cartons dans le bâtiment), la hauteur des déchets semble supérieure à la hauteur réglementaire de 6 mètres.</p> <p>Afin de s'assurer du respect du stockage des déchets liés à la rubrique 2714, pour les déchets stockés dans le bâtiment, l'Inspection demande à l'exploitant, sous 1 mois, par lettre préfectorale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de respecter la hauteur limite de stockage réglementaire de 6 mètres ; - de mettre en place des éléments permettant de s'assurer du respect de cette hauteur de stockage (marquage sur le mur) ; - de transmettre les éléments permettant de démontrer de la réalisation de ces actions (photographies). <p>L'Inspection note également que des blocs bétons, qui permettront de créer des alvéoles de stockage, sont actuellement en cours d'aménagement. L'exploitant indique qu'une réorganisation du site est en cours de réalisation. L'ensemble des stockages de déchets du site seront, à court terme, réalisés au sein d'alvéoles de stockage et classés par typologie de stockage. L'exploitant indique à l'Inspection qu'un Porter à Connaissance sera déposé et permettra de présenter les aménagements réalisés (cf. point de contrôle n°5).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Porter à Connaissance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2015, article 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Porter à Connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Porter à Connaissance
<p>Constats : L'Inspection note que le site et notamment les espaces de stockages sont en cours de réaménagement.</p> <p>En effet, plusieurs blocs bétons coupe-feux permettant de créer des alvéoles de stockage pour les différentes typologies de déchets ont déjà été posés. L'exploitant indique que d'autres blocs bétons coupe-feux seront installés prochainement (création de nouvelles alvéoles et augmentation des hauteurs).</p> <p>L'exploitant précise que ces aménagements ne modifient pas les quantités / volumes de déchets traités et stockés. Le classement ICPE du site resterait donc inchangé.</p> <p>L'Inspection indique à l'exploitant que la réalisation de ce type d'aménagement doit faire l'objet, en amont des travaux, d'un Porter à Connaissance (PAC) présentant les modifications souhaitées.</p> <p>L'Inspection définit alors si les modifications envisagées sont qualifiées de substantielles et donne son accord, ou non, pour la réalisation des aménagements souhaités. Dans ce cas précis, l'Inspection note que les aménagements souhaités ont pour objectif de minimiser les risques associés au stockage, notamment le risque incendie.</p> <p>Concernant la mise en place des murs coupe-feux, l'Inspection demande à l'exploitant d'être vigilant sur leurs caractéristiques, notamment si la hauteur des stockages associés dépassent la hauteur de ces derniers. Elle indique à l'exploitant que les déchets seraient alors susceptibles de tomber derrière le mur coupe-feux, ce qui pourrait être problématique notamment pour les déchets liés à la rubrique 2716 situés en bordure de site, près de la voie ferrée.</p> <p>Elle rappelle également à l'exploitant que les aménagements souhaités doivent permettre la circulation sur la périphérie du site par les services de lutte contre l'incendie (voie engin). Enfin, elle rappelle également que le stockage des déchets en alvéoles ne doit pas déborder ces dernières. En cas de stockage de déchets sur l'avant de ces dernières, un incendie se propagerait plus facilement aux alvéoles voisines.</p> <p>L'Inspection demande également à l'exploitant d'inclure dans ce PAC des réflexions concernant la mise en place de dispositif permettant de limiter les émissions de poussières (cf. point de contrôle n°7).</p> <p>L'Inspection précise à l'exploitant les éléments devant être inclus dans le PAC attendu à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un nouveau plan des stockages représentant les différents espaces de stockage, les murs coupe-feux et leurs dimensions, les rubriques ICPE associées à chaque alvéole / espace ainsi que les caractéristiques de stockage associées (volume, hauteur, typologie de stockage, etc.) ; - un plan représentant les caméras thermiques et autres éléments de sécurité décrits lors de l'Inspection ; - les études représentant les flux thermiques (FLUMILOG) associés à la modification des stockages souhaités ; - les éléments (photographies) démontrant de mise en place de signalétiques (pancartes) associées à chaque alvéole de stockage ; - les éléments (photographies) permettant de s'assurer du respect des hauteurs de stockage réglementaires (marquage sur les blocs-bétons) ; - les études concernant la mise en place de dispositifs permettant de limiter les émissions de poussières (cf. point de contrôle n°7) ; - si besoin, les augmentations / modifications des volumes / surfaces / quantités des différentes

<p>rubriques ICPE associées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - En cas de modification de ces données, l'actualisation du calcul des besoins pour les eaux d'extinction et des volumes de rétentions disponible associées (calcul D9 et D9A) ; - En cas de modification de ces données, les études de flux thermiques prenant en compte les nouveaux potentiels calorifiques associés. <p>L'exploitant indique à l'Inspection qu'un projet d'extension du site, à plus long terme, est en cours de réflexion. L'Inspection indique à l'exploitant, que si ce projet se concrétise, il nécessiterait le dépôt d'un dossier de cas par cas.</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant, par lettre préfectorale, de lui transmettre sous 6 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un Porter à Connaissance (PAC) présentant les modifications décrites et les éléments demandés précédemment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Gestion des déchets végétaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/06/2019, article 8.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets végétaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Gestion des déchets végétaux</p>
<p>Constats : L'Inspection constate que le broyage du bois est réalisé en extérieur par une broyeuse mobile. Les déchets broyés de bois sont uniquement issus des panneaux de particules. Le bois broyé est alors réparti dans des alvéoles spécifiques selon leurs différentes catégories. Le stockage est réalisé sur un sol imperméabilisé.</p> <p>L'Inspection constate que le stockage réalisé ne dépasse pas la hauteur de 3 mètres réglementaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Emissions dans l'air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/06/2019, article 8.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Emissions dans l'air
<p>Constats : L'exploitant indique que le broyage de bois est uniquement réalisé en extérieur avec la broyeuse mobile. Ainsi, aucun effluent gazeux canalisé n'est rejeté.</p> <p>L'exploitant indique qu'il ne dispose d'aucun dispositif permettant de capter ou de limiter les émissions de poussières. Du fait de l'absence de rejets canalisés, il ne réalise aucune mesure des émissions de poussières rejetées.</p> <p>L'Inspection indique à l'exploitant que des réflexions doivent être menées sur les moyens permettant de limiter les émissions de poussières, dans la gestion quotidienne de son exploitation, et d'autant plus dans un contexte de potentiel de pic de pollution.</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant d'étudier les moyens de limiter les émissions de poussières, notamment en cas de pic de pollution :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les opérations de broyage, de combattre les émissions à la source (système d'aspersion ou d'arrosage, abattage des poussières couverture du broyage, etc.). - de manière générale, pour l'ensemble de l'activité, limiter les émissions de poussières (si besoin lavage de roues, arrosage des pistes ou des stockages, mise en place d'écran de végétation, etc.). <p>L'Inspection demande à l'exploitant d'inclure les réflexions et les moyens mises en œuvre sur ces aspects dans le PAC demandé (cf. point de contrôle n°5).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2015, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Plan des réseaux
<p>Constats : Par mail du 17/05/2023, l'exploitant transmet à l'Inspection un plan des réseaux numérisé. Ce dernier est difficilement lisible, les éléments inscrits n'étant pas identifiables. Lors de l'Inspection du 25/05/2023, l'exploitant transmet à l'Inspection un nouveau plan des réseaux. Ce dernier est de meilleure qualité. Il localise l'ensemble des canalisations du site, les différents regards, les Robinets d'Incendies Armés (RIA), les séparateurs d'hydrocarbure, la vanne de disconnexion et le bassin de rétention des eaux d'extinction.</p> <p>Le plan comporte l'ensemble des éléments attendus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2015, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Isolement avec les milieux
Constats : L'Inspection constate la présence d'une vanne de disconnexion permettant de contenir les eaux d'extinction sur site, dans le bassin prévu à cet effet. Cette vanne de disconnexion est signalée et accessible. L'Inspection note la présence d'une consigne et d'outils permettant d'utiliser correctement cette vanne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/11/2015, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Entretien et conduite des installations de traitement
Constats : Par mail du 17/05/2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection les Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD) lié au nettoyage du séparateur d'hydrocarbures. Ce dernier a été nettoyé par la Société Lyonnaise d'Intervention Rapide (SLIR) le 08/04/2022. 1,5 tonne d'hydrocarbures ont été évacuées. Un second BSD a été réalisé par la SLIR suite à un nettoyage du séparateur d'hydrocarbures le 28/04/2023 et à l'évacuation de 0,2 tonne d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Valeurs Limites d'Emissions des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2015, article 4.3.10
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs Limites d'Emissions des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Valeurs Limites d'Emissions des eaux pluviales
<p>Constats : Par mail du 17/05/2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection la dernière mesure réalisée concernant ses rejets aqueux dans le réseau d'eaux pluviales. Le prélèvement a été réalisé le 28/09/2022 et analysé par COFRAC ESSAIS.</p> <p>Les résultats obtenus sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MES (seuil à 35 mg/l) : 8,4 mg/l - Hydrocarbures (seuil à 10 mg/l) : 0,2 mg/l - DCO (seuil à 125 mg/l) : 39 mg/l - DBO5 (seuil à 30 mg/l) : 4 mg/l - Phénols (seuil à 0,3 mg/l) : 0,02 mg/l - Chrome (seuil) 0,1 mg/l) : 0,005 mg/l - Cyanure (seuil à 0,1 mg/l) : 0,005 mg/l - AOX (seuil à 5 mg/l) : 0,01 mg/l - Arsenic (seuil à 0,1 mg/l) : 0,04 mg/l - Plomb (seuil à 0,5 mg/l) : 0,021 mg/l - Métaux (seuil à 15 mg/l) : 1,225 mg/l - Mesure des PCB : 0,035 ug/l <p>L'ensemble des résultats obtenus respectent les Valeurs Limites d'Emissions en vigueur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2015, article 4.3.11
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
<p>Constats : Par mail du 17/05/2023, l'exploitant a transmis les résultats des mesures réalisées sur ses rejets aqueux dans le réseau d'eaux pluviales. L'analyse a été réalisée le 28/09/2022 par COFRAC ESSAIS.</p> <p>L'exploitant indique que cette analyse sur ses rejets aqueux est bien réalisée annuellement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Registre des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2015, article 5.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Registre des déchets entrants et sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Registre des déchets entrants et sortants
<p>Constats : Par mail du 17/05/2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection un extrait de son registre des déchets entrants et sortants.</p> <p>Cet extrait concerne la semaine du 17 au 21/04/2023.</p> <p>Le registre transmis contient, entre autres, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nature du déchet ; - Date de réception ; - Code déchets ; - Tonnage ; - Numéro de Bons de Suivi de Déchets ; - Informations sur le producteur (SIRET, nom, adresse) ; - Informations sur le transporteur (SIRET, nom, adresse, immatriculation du véhicule) ; - Informations sur le destinataire (SIRET, nom, adresse) ; - Code et mode de traitement. <p>L'exploitant indique que, pour les apporteurs ponctuels (petit producteur), l'ensemble des informations n'est pas retranscrit sur le registre. Ces producteurs ne possèdent pas forcément de compte créé au sein de la base de données de l'exploitation. L'ensemble des informations demandées sont toutefois disponibles sur un fichier annexe de suivi de facturation. L'exploitant indique que ce point est en cours de résolution suite à une mise à jour de ces logiciels par leur développeur.</p> <p>L'Inspection indique que l'ensemble des informations demandées sont disponibles soit dans le registre, soit dans le fichier annexe de facturation. La prescription est donc respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Plan général des stockages

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2015, article 71.3
Thème(s) : Risques accidentels, Plan général des stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Plan général des stockages
<p>Constats : Par mail du 17/05/2023, l'exploitant a transmis un plan localisant les stockages réalisés sur site.</p> <p>Lors de sa visite du 25/05/2023, l'Inspection constate que des aménagements sont en cours de réalisation et que l'emplacement des stockages a été modifié en comparaison du plan transmis. Un Porter à Connaissance contenant une actualisation de ce plan et les études de flux thermiques associé est demandé à ce sujet (cf. point de contrôle n°5).</p> <p>L'Inspection indique que la transmission d'un plan actualisé des stockages réels réalisés sur le site est nécessaire.</p> <p>De plus, un plan des stockages envisagés suite à la finalisation de l'installation des blocs bétons est également attendu.</p> <p>Ces différents plans devront représenter les alvéoles de stockage réalisés et envisagés, leurs caractéristiques (dimensions, hauteurs, etc.), les typologies de déchets stockés et les rubriques ICPE associées et les volumes de stockages et hauteurs associées.</p> <p>L'Inspection constate également la présence de déchets (gravats, bois aggloméré) au sein de bennes situées au Nord du site. Conformément au Porter à Connaissance transmis en 2014, cette zone de stockage est censée accueillir uniquement des bennes vides. L'exploitant indique que ces bennes doivent être vidées et évacuées avant la fin de journée. Il indique que, à de rares occasions, des bennes contenant des déchets peuvent être stockées de manière temporaire sur cet espace. Toutefois, ces dernières sont vidées dans la journée et, à la fermeture du site, cette zone contient uniquement des bennes vides de déchets.</p> <p>L'Inspection demande donc à l'exploitant, par lettre préfectorale, sous 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de réaliser et transmettre des plans actualisés des stockages réels réalisés et envisagés à la finalisation des travaux ; - évacuer les déchets constatés dans les bennes stockées au Nord du site ; - de s'assurer que l'ensemble des bennes stockées au Nord du site soient vides hors période d'exploitation ; - de transmettre les éléments démontrant de la réalisation de ces actions (plans, Bordeaux de Suivis de Déchets, photographies, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Dispositions constructives du bâtiment - règles d'implantation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2015, article 7.2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives du bâtiment - règles d'implantation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dispositions constructives du bâtiment - règles d'implantation
Constats : L'Inspection constate que le bâtiment est ouvert sur sa partie Est. Elle constate également la présence d'un mur coupe-feu toute hauteur sur la partie Ouest du bâtiment. Ce dernier est implanté à plus de 5 mètres des limites de site, à l'Ouest.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2015, article 7.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des engins à proximité de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Accessibilité des engins à proximité de l'installation
Constats : L'Inspection constate la présence d'une voie engin permettant la circulation des engins de service de secours et de lutte contre l'incendie sur l'ensemble du périmètre de l'installation (tour du bâtiment). Cette voie engin est dégagée et respecte les caractéristiques de largeur (3 mètres minimum) et de giration permettant la circulation des engins de services de secours et de lutte contre l'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2015, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Constats : Par mail du 17/05/2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection les éléments démontrant de la vérification périodique annuelle des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Vérification périodique des extincteurs réalisée le 16/09/2022 par QUALIPREV'INCENDIE : aucune non-conformité <p>Lors de sa visite du 25/05/2023, l'exploitant montre à l'Inspection les éléments démontrant de la vérification périodique des Robinets d'Incendie Armés (RIA) et du système d'alarme. Ces vérifications ont été réalisées dans les délais réglementaires n'ont révélé aucune non-conformité. L'Inspection indique que les extincteurs et les RIA sont signalés, accessibles et bien répartis sur l'ensemble de l'exploitation.</p> <p>L'Inspection note la présence d'un poteau incendie situé à l'extérieur du site. Ce dernier est situé sur le Boulevard Napoléon Bullukian. Il est situé à plus de 100 mètres de l'installation, et notamment des zones de stockage. L'Inspection se questionne donc sur les branchements possibles pour les services de secours et d'incendie sur ce poteau incendie et, au vu de la distance constatée, de l'efficacité de ce dernier. Ces éléments questionnent sur la réelle disponibilité du débit minimal de 120 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures. Enfin, l'Inspection note également la présence de 4 caméras thermiques pointant les zones à risque liées au possible déclenchement d'un incendie.</p> <p>Au regard de l'emplacement du poteau incendie constaté, l'inspection demande à l'exploitant, par lettre préfectorale, sous un délai de 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none">- de justifier de la disponibilité sur site d'un débit de 120 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures (moyens internes, poteaux d'incendie plus proches, etc.) et ce, accessible en tout point de l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2015, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Installations électriques
Constats : Par mail du 17/05/2023, l'exploitant transmet à l'Inspection les rapports de vérification réalisés concernant le contrôle des installations électriques. Le vérification périodique des installations électriques (Q18) a été réalisée le 22/12/2022 par BUREAU VERITAS et n'a révélé aucune non-conformité. Le vérification périodique des installations électriques (Q19) par thermographie infrarouge a été réalisée le 26/12/2022 par BUREAU VERITAS et n'a révélé aucune non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Dispositif de rétentions des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2015, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétentions des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dispositif de rétentions des pollutions accidentelles
Constats : L'inspection constate que les produits liquides dangereux sont placés sur des rétentions adaptées. Ces derniers sont stockés en intérieur. Les rétentions constées sont vides de liquides et en bon état général. Les volumes des rétentions utilisées permettent de contenir les volumes des produits liquides stockés constatés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2015, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Consignes d'exploitation
<p>Constats : L'Inspection constate que des consignes d'exploitation sont affichées au sein des bureaux et globalement, dans différentes zones de l'installation.</p> <p>L'Inspection constate que ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de fumer et d'apporter du feu ; - des procédures d'urgence ; - des consignes d'utilisation notamment concernant la vanne de disconnexion pour les eaux d'extinction ; - des procédures d'alerte avec différents numéros de téléphone ; <p>L'Inspection note, qu'au regard de la proximité avec la voie ferrée SNCF, il serait intéressant d'inclure un contact lié à la SNCF dans sa procédure d'urgence sur les personnes à contacter en cas d'incident / incendie.</p> <p>L'Inspection demande donc à l'exploitant, par lettre préfectorale, sous 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de compléter ses procédures d'urgence avec les éléments décrits (personne contact SNCF, procédure, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 21 : Stockage et traitement des métaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2015, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage et traitement des métaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Stockage et traitement des métaux
<p>Constats : L'Inspection constate que les métaux sont stockés au sein de plusieurs zones spécifiques et distinctes par typologies.</p> <p>Les stockages réalisés ne dépassent pas la hauteur réglementaire de 3 mètres.</p> <p>Les stockages des métaux sont réalisés sur des zones imperméables.</p> <p>L'Inspection indique que les aires de stockage ne sont pas clairement identifiées par des panneaux associés. L'exploitant indique qu'à la finalisation des travaux actuellement en cours de réalisation, liés à la mise en place d'alvéoles de stockage avec des blocs bétons, des panneaux de signalisation et d'identification seront mises en place.</p> <p>L'Inspection indique que ces éléments, concernant la mise en place de cette signalétique, sont à inclure dans le PAC attendu par l'Inspection (cf. point de contrôle n°5).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Stockage des DEEE - Contractualisation avec un éco-organisme agréé

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R543-200-1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des DEEE - Contractualisation avec un éco-organisme agréé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Stockage des DEEE - Contractualisation avec un éco-organisme agréé
<p>Constats : L'Inspection constate la présence de Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) alors que l'exploitant ne dispose pas de la rubrique 2711 réglementant le stockage de ce type de déchets. Les volumes constatés restent largement en dessous du seuil de classement ICPE fixé à 100 m³.</p> <p>L'exploitant indique que ces DEEE sont des refus de tri qui sont parfois inclus dans les déchets réceptionnés. Les DEEE sont stockés sur une aire spécifique. Lorsque le volume stocké est suffisant, l'exploitant les fait évacuer dans des filières agréées.</p> <p>L'exploitant indique avoir réalisé un contrat avec l'éco-organisme ECOSYSTEM afin que ce dernier s'occupe de la gestion et du traitement des DEEE récupérés.</p> <p>L'Inspection demande donc à l'exploitant, par lettre préfectorale, de lui transmettre sous 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le contrat établi avec l'éco-organisme ECOSYSTEM concernant le traitement des DEEE réceptionnés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois